

Seconde Guerre Mondiale : André Carrel, l'un des responsables de la Résistance en Île-de-France, raconte Paris

André Carrel était l'un des responsables de la Résistance en Île-de-France. Il a participé à faire du 14 juillet 1944 un des prémices de l'insurrection du mois d'août. Il s'agissait alors d'éviter les massacres nazis et de s'assurer que la capitale serait libérée par les forces résistantes françaises, et ainsi décider de l'avenir du pays.



André CARREL

L'un des responsables de la Résistance en Île de France



Le 25 août 1944, des officiers allemands sont faits prisonniers à la mairie de Neuilly.

© AKG-IMAGES

Le 14 Juillet se fête, avec plus ou moins d'éclat. Nul doute que le 14 juillet 1944 restera comme un événement dans l'histoire de la France. Il précédera de quelques semaines [la libération de Paris](#) et d'une partie du territoire. Il marquera l'irruption au grand jour des masses populaires avec une protection [des groupes armés des Francs-Tireurs et Partisans français \(FTP\)](#). Il révélera le malaise de la police et la profonde inquiétude des forces d'occupation. Pour bien comprendre ce qui s'est passé, il faut faire un léger retour en arrière.

Depuis [le Débarquement](#), l'action de la Résistance s'était amplifiée. Sous les formes les plus diverses : attaques redoublées des FTP et des FFI (Forces françaises de l'intérieur), en particulier des voies de communication ; actions de sabotage et grèves dans de multiples entreprises ; diffusion accélérée de journaux et de tracts, en particulier de *l'Humanité clandestine*. Chacun sentait bien que ce 14 Juillet serait le dernier célébré sous la botte nazie et la terreur de la milice.

Mais, pour les responsables de [la Résistance](#) en région parisienne, on y voyait avec raison une étape décisive vers l'insurrection de la capitale, afin d'y accueillir en pleine liberté les troupes débarquées, en particulier celles du général Leclerc. Néanmoins, l'attentisme prôné par ceux qui n'avaient en tête qu'une idée fixe – faire barrage aux communistes – continuait à exercer une certaine pression sur la population. Surtout développant la thèse : puisque les Alliés ont débarqué, attendons derrière nos fenêtres leur arrivée. Piège redoutable pour deux raisons fondamentales : possibilité de combats très meurtriers dans Paris avec leur cortège de crimes et de destructions, les nazis n'ayant jamais hésité dans leur retraite à semer l'horreur, sous toutes ses formes.

Libérer nous-mêmes la capitale de la France

Deuxièmement, pour sortir la France de la servitude et éviter toute ambiguïté, il fallait libérer par nos propres moyens la capitale, afin que le peuple puisse décider lui-même de son destin et recevoir vainqueur le gouvernement provisoire de la République présidé par le général Gaulle.

C'est en tenant compte de ces deux impératifs que, en tant que responsable du Front national ¹de l'Île-de-France, j'ai demandé à tous nos comités locaux de faire preuve de ténacité et de répondre aux appels lancés par le Conseil national de la Résistance et le Comité parisien de la libération pour un 14 Juillet de combats. En fait, ce qui facilitait l'intervention des masses populaires, c'était la conjugaison du Débarquement, des actions armées et la création du Conseil des milices patriotiques, en même temps que la multiplication des grèves. N'oublions pas toutefois que, avant ce grand 14 Juillet, il y avait eu l'étape importante du 1^{er} juillet. Le Front national, par l'intermédiaire de son journal clandestin *la Marseillaise*, les FTP, les syndicats illégaux, le Parti communiste avaient appelé à une première descente dans la rue. Elle s'est déroulée près de la Porte Saint-Denis et est remontée vers la bourse du travail. Trois à quatre mille personnes y ont pris part. Caractéristique essentielle, il n'y avait pas, dans la rue, que les résistants organisés, mais aussi des hommes et des femmes qui, par leur présence, nous ont confirmé que la roue commençait à tourner.



[Seconde Guerre Mondiale : 19 Août 1944, récit de la libération de Paris](#)

Nous nous attendions à des incidents avec la police, il n'y en a pas eu. Évidemment, le 14 Juillet, ce fut autre chose. Par son ampleur, par l'unité de toutes les organisations de résistance, les entreprises le célébrèrent dès le 12, en particulier dans la métallurgie, les transports, les chemins de fer et même les grands magasins.

Le tricolore jaillit un peu partout. Dans les boutiques, aux boutonniers, même aux fenêtres. Cent mille appels furent distribués à la volée dans Paris. Enfin, la population – véritable défi à l'occupant – était appelée à se rendre à un rendez-vous précis : rue de Belleville. Les manifestants furent estimés dans ce lieu à vingt mille. Mais il y eut d'autres cortèges, place Maubert, rue Mouffetard, rue de Vanves et dans plusieurs localités de la région parisienne, en particulier à Ivry, Vitry et Choisy-le-Roi. Bien entendu, nous avons mis en place des moyens de protection : par exemple, rue de Belleville, pour la première fois, deux compagnies de FTP, dirigées par Rino Scolari et Christian Chagneau, encadrèrent la manifestation.

150 000 manifestants dans toute la région parisienne

Fait important, la police n'osa pas intervenir et même plusieurs policiers en uniforme firent corps avec les manifestants. Malheureusement, Yves Toudic, dirigeant du syndicat du bâtiment, fut tué près de la place de la République par les terribles brigades spéciales. Adrien Dansette, dans son livre sur la libération de Paris, évalue à cent cinquante mille le nombre de manifestants dans toute la région parisienne. On peut donc dire sans exagérer, en tout cas, et quelle que soit la vérité des chiffres, que ce fut un tournant capital dans la préparation de l'insurrection nationale.

Une question m'est souvent posée à ce propos de ce 14 Juillet : comment expliquer que les forces nazies ne soient pas intervenues ? Ma réponse est la suivante : devant la poussée des forces alliées, la levée en masse des FFI sur les arrières de la Wehrmacht en Normandie et en Bretagne, les nazis ne voulaient pas irriter de front la population à l'intérieur de la capitale. Ils estimaient, et je crois qu'ils n'avaient pas tort, que toute intervention brutale pouvait accélérer les événements. De plus, il faut bien comprendre qu'un certain désarroi commençait à gagner les troupes d'occupation...

Bref, le rapport de force commençait d'ores et déjà à changer. Nous savions donc tous au Comité parisien de la libération qu'après ce 14 Juillet de combats, nous entrions de plain-pied dans la préparation concrète de l'insurrection nationale. Cinquante ans après, je ne pense pas que nous avons eu tort.